



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

SCAN UT-67

AL

Direction des Collectivités Locales  
Bureau de l'Environnement  
et des Procédures Publiques

ARRETE

du **28 SEP. 2015**

mettant en demeure le Comptoir Agricole à SELTZ (67470)  
de respecter des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004  
et des articles 22 et 72 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1991

Le Préfet de la Région Alsace,  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007, et notamment son article 15,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mai 1991 autorisant le Comptoir Agricole à exploiter les installations sises sur son site de SELTZ, et notamment les articles 22 et 72,
- VU les deux rapports de constats des 5 mars 2014 et 3 septembre 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace, chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 5 mars 2014, l'asservissement de la ventilation et des équipements de manutention n'avait pu être testé compte-tenu que le dépoussiéreur était en phase de décolmatage ,

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 31 août 2015, la mise à l'arrêt de la ventilation des élévateurs n'a pas arrêté les redlers de manutention des céréales

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui disposent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## A R R Ê T E

Article 1 :

Le Comptoir Agricole, dont le siège social est situé 35 route de Strasbourg à HOCHFELDEN (67270), est mis en demeure de respecter d'ici le 31 décembre 2015, pour l'exploitation de ses installations de stockage de céréales (silos) situées dans la darse du Port Autonome à 67470 SELTZ, les prescriptions ci-après reprises :

- article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 : « [...] Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...] ».
- article 22 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1991 : « [...] A la marche des systèmes d'aspiration sera asservie, en particulier, celles des transporteurs et élévateurs »
- article 72 de l'arrêté préfectoral du 29 mai 1991 : « Le dispositif d'aspiration sera asservi au fonctionnement de la manutention des grains. L'asservissement doit commencer avant et s'arrêter après la manutention. En cas de défaut de l'aspiration, la manutention doit s'arrêter automatiquement. »

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

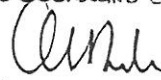
Article 3 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de Haguenau-Wissembourg,
- le Directeur du Comptoir Agricole,
- le Maire de Seltz,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace, (service de l'inspection des installations classées),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

P. le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christian RIGUET

Délais et voie de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.